ALAIN SAINT-DENIS

INSTIGATEURS ET ACTEURS DES PREMIÈRES COMMUNES FRANÇAISES

(fin XI^e–premier tiers du XII^e siècle)

Le mouvement communal qui s'est développé dans la province ecclésiastique de Reims entre 1080 et 1130 a fait l'objet de nombreuses études depuis le premier tiers du XIX^e siècle. Considéré comme l'élément fondateur du mouvement d'émancipation urbaine ayant affecté le royaume au Moyen Âge classique, il a retenu l'attention des historiens républicains qui y ont vu les premières victoires du peuple des villes contre l'oppression féodale¹. On évoqua alors avec passion les épisodes insurrectionnels liés à ce mouvement, soulignant l'héroïsme des révoltés à Cambrai, Laon ou Amiens. Ces deux derniers cas, servis par le récit détaillé de Guibert de Nogent, ont longtemps mobilisé les exégètes au détriment des autres communes dont les origines sont demeurées mal connues.

Passé l'engouement pour cette pré-révolution, il fallut bien convenir que la plupart des communes avaient été installées sans heurts apparents, comme celle de Saint-Quentin (avant 1081), Beauvais (avant 1099), Noyon (1108), Amiens (1113), dont les débuts furent pacifiques, puis Valenciennes en 1114 et Soissons vers 1116–1118². L'action déterminante des hommes qui obtinrent la reconnaissance du nouveau régime passa alors au second plan, au profit d'une observation méticuleuse des données politiques et juridiques.

¹ Achille LUCHAIRE, *Les communes françaises*, Paris 1890, nouvelle éd. par Louis HALPHEN, Genève 1911: «Quand ce mouvement populaire a eu pour résultat, non seulement d'assurer au peuple les libertés de première nécessité qu'il réclamait, mais encore de diminuer à son profit la situation politique du maître en enlevant à celui-ci une partie de ses prérogatives seigneuriales, il n'en est pas seulement sorti une ville affranchie mais une commune, seigneurie bourgeoise investie d'un certain pouvoir judiciaire et politique» (p. 15).

² Abel LEFRANC, *Histoire de la ville de Noyon et de ses institutions jusqu'à la fin du XIII^e siècle*, Paris 1887; Léon-Honoré LABANDE, *Histoire de Beauvais et de ses institutions communales jusqu'au commencement du XV^e siècle*, Paris 1892; Arthur GIRY, *Étude sur les origines de Saint-Quentin*, introduction aux archives anciennes de la ville de Saint-Quentin, éd. par Emmanuel LEMAIRE, Saint-Quentin 1888–1910, t. I, p. I–LXXXI; Jules FLAMMERMONT, *Histoire des institutions municipales de Senlis*, Paris 1881 (BEHE); Georges BOURGIN, *La commune de Soissons et le groupe communal soissonnais*, Paris 1908 (BEHE); Philippe GODDING, Jacques PYCKE, *La paix de Valenciennes de 1114, commentaire et édition critique*, Louvain-la-Neuve 1981.

L'attention des chercheurs se porta désormais sur les chartes postérieures aux événements d'origine et l'on chercha à mesurer les effets réels du nouveau régime en termes de pouvoirs et de juridiction. Les historiens du droit analysèrent les documents de manière très approfondie et mirent l'accent sur les modifications de la coutume instaurant des moyens de protection collective, des franchises variées, l'abandon de l'arbitraire seigneurial, et une juridiction garante de l'ordre. Il en résulta un appauvrissement de la signification de la commune, jugée peu différente des chartes de franchises qui se répandirent dans l'ensemble de l'Occident. Après avoir été réduite à un simple mouvement insurrectionnel, la commune fut comprise comme une association jurée doublée d'un dispositif législatif limitant les excès seigneuriaux et remaniant la coutume. Insistant sur la notion d'autonomie, nombre d'historiens en vinrent à minimiser les différences entre communes et villes franches. Henri Pirenne lui-même écrit en 1927: »Il n'y a pas lieu d'établir une différence essentielle entre les villes à commune et les autres villes... Au fond, leur nature est la même et toutes, en réalité, sont des communes«³. Georges Bourgin souligne, quant à lui, que »rien d'essentiel ne distingue la charte communale... de toute autre charte de coutumes«. Ces considérations expliquent mal pourquoi le roi Louis VI, puis son fils Louis VII mirent tant de soin à éviter d'instaurer des communes là où elles pouvaient les gêner (villes du domaine royal) et à les casser quand cela se révélait nécessaire (évêchés royaux)⁴.

Charles Petit-Dutaillis (1947) recentra la définition sur la notion de *conjuratio* rendant au serment collectif toute son importance: »Au XII^e siècle, le fait original qui donnait à la commune sa marque de distinction, et que personne ne perdait de vue, c'était la conjuration bourgeoise, le serment d'aide mutuel...«⁵. Dénonçant le caractère partiel de toutes ces définitions, Albert Vermeesch en 1966, insistant sur la parenté directe entre les premières communes et les associations diocésaines de paix, proposa de voir dans la commune une association jurée, dotée d'une loi garantissant la paix, de privilèges particuliers très variables selon le contexte local, d'une juridiction autonome exercée par un corps de magistrats et d'une organisation militaire capable d'assurer la défense⁶.

³ Henri PIRENNE, *Les villes au Moyen Âge*, Bruxelles 1927; ID., *L'origine des constitutions urbaines au Moyen Âge*, Paris, Bruxelles 1939.

⁴ Arthur GIRY, *Documents sur les relations de la royauté avec les villes de France de 1180 à 1314*, Paris 1885; Yves SASSIER, *Louis VII*, Paris 1991.

⁵ Charles PETIT-DUTAILLIS, *Les communes françaises au XII^e siècle. Chartes de commune et chartes de franchises*, dans: *Revue d'histoire du droit français et étranger* 23 (1944-1945); ID., *Les communes françaises, caractères et évolution des origines au XVIII^e siècle*, Paris 1947, p. 70, 35: »Tous les documents concordent. Concéder la commune aux bourgeois ou à un groupe de bourgeois d'une ville, c'était leur permettre de former une association, de se lier les uns aux autres par un serment«.

⁶ Albert VERMEESCH, *Essai sur les origines et la signification de la Commune dans le nord de la France (XI^e-XII^e siècles)*, Heule 1966.

Jean Schneider, quelques années plus tard, rappela que ces institutions nouvelles ne pouvaient être bien comprises qu'au regard des bouleversements provoqués dans la société par une croissance démographique et économique fortes. En 1968, il écrit : »les maîtres de la terre et du pouvoir se trouvèrent confrontés à des problèmes très concrets d'aménagement, d'urbanisme, d'encadrement d'activités subitement accrues, problèmes qu'ils ne pouvaient résoudre qu'avec le concours des hommes touchés par cette évolution rapide«. De là les conditions favorables à l'émergence de nouveaux groupes influents⁷.

Le premier, cet auteur pose avec clarté la question des acteurs du changement. Il était temps que l'on en revint aux hommes.

Depuis bien longtemps, en effet, ces derniers, affublés de la désignation générique de »bourgeois«, avaient regagné l'ombre de l'anonymat⁸. Qui furent vraiment ces hommes qui revendiquèrent, négocièrent ou, dans les cas extrêmes, utilisèrent la violence pour imposer leur pouvoir ? L'image d'Épinal d'un peuple armé de fourches en bois lançant des pierres et des bûches enflammées sur les maisons des évêques a fait son temps. Plutôt que les scènes d'émeutes mobilisant une »multitude de serfs«, c'est le processus de mise en place, puis le fonctionnement des institutions communales qui peuvent permettre d'observer les véritables acteurs de ce mouvement d'émancipation.

⁷ Jean SCHNEIDER, Les origines des chartes de franchise dans le royaume de France (XI^e-XII^e siècles), dans : Les libertés urbaines et rurales du XI^e au XIV^e siècle, Bruxelles 1968 (Collection histoire, 19), p. 29; ID., Problèmes d'histoire urbaine dans la France médiévale, dans : Actes du 100^e congrès national des Sociétés savantes, Paris 1975, t. I, p. 137-162; ID., Libertés, franchises, communes : les origines. Aspects d'une mutation, dans : Les origines des libertés urbaines, congrès de la S.H.M.E.S.P., 1985, Rouen 1990, p. 7-30.

⁸ Aucune étude n'a été consacrée aux acteurs des événements communaux malgré l'enthousiasme manifesté à leur égard par les historiens du milieu du XIX^e siècle. Ces derniers, après Augustin Thierry, ont en effet énuméré avec enthousiasme les noms des treize représentants du peuple de Laon exclus de l'amnistie dans la charte donnée par le roi à la ville en 1128 (article 8), évoquant l'héroïsme de ces précurseurs qui auraient mérité d'être honorés par la postérité. En fait, le texte en question ne concerne pas de façon exclusive les conjurés et acteurs des événements communaux, mais les auteurs de forfaits antérieurs à l'épisode communal ou à la charte. Il s'agit des auteurs d'actes de violence ou de trahison ayant rompu le serment collectif d'entraide : *Antiqua autem forisfacta que, vel ante urbis destructionem, vel ante hujus pacis institutionem, facta fuerunt, penitus condonata sunt, exceptis tresdecim quorum nomina hec sunt: Fulco, filius Bonardi, Radulfus de Capritione, Hamo, homo Leberti, Paganus Sellarius, Robertus, Remigius Buter, Mainardus Drager, Rainbaldus de Suesione, Paganus filius Hostelupii, Anselmus Quatuormanus, Radulfus Gastins, Johannes de Molreni, Anselmus, gener Leberti. Preter istos, si quis de civitate ejectus pro antiquo forisfacto redire voluerit, de omnibus suis investiatur quecumque habuisse nec vendidisse vel in vadimonio possuisse poterit ostendere.*

1. Sources

La seule étude des chartes de commune ne permet pas de connaître directement ces hommes bien qu'elles reflètent leurs préoccupations et qu'elles trahissent la place qu'ils occupent dans la société⁹. Il faut se tourner vers d'autres sources, quand elles existent. Dans la région concernée par le mouvement communal, les actes de la pratique sont encore peu nombreux à la fin du XI^e siècle et au tout début du XII^e. Au cours de la troisième décennie de ce siècle, se multiplient les chartes épiscopales dotées de longues listes de témoins et de souscripteurs. Ces dernières fournissent de nombreux indices que viennent parfois compléter des récits contemporains plus ou moins circonstanciés.

Est-il besoin de rappeler le caractère irremplaçable du témoignage de Guibert de Nogent sur les communes de Laon et d'Amiens¹⁰? Son éditeur récent Edmond René Labande, puis Dominique Barthélemy¹¹, en ont souligné la richesse exceptionnelle liée au talent de l'auteur. Tout à la fois lucide et cultivé, Guibert veut expliquer les comportements de ses contemporains, mais ne craint pas de mentir par omission, se montrant timoré, lui qui fut à la fois acteur, interlocuteur, commentateur et juge. Certes, son objectif était plus d'émouvoir et de montrer les perversions d'un monde en décomposition que de mettre en place avec la précision qui nous conviendrait, les cadres économiques, sociaux et politiques¹². Cependant, confronté à toutes les autres sources, il est irremplaçable pour nous révéler les ressorts de la société locale et nous faire connaître ces hommes qui furent les instigateurs puis les défenseurs des communes. Un tel gisement d'informations est sans équivalent ailleurs, mais les premières chartes concernant les institutions municipales de Saint-Quentin, Noyon, Beauvais ou Amiens fournissent aussi d'intéressantes informations.

On ne saurait comprendre la diversité de ces milieux urbains précommunaux, ni apprécier à leur juste valeur les tensions qui les animèrent, sans évoquer d'abord les bouleversements qui affectèrent leurs activités et leurs cadres de vie.

⁹ La charte de Laon défend des valeurs nouvelles et, en plus des solides garanties collectives et individuelles contre l'arbitraire seigneurial, le texte détaille de nombreuses dispositions conformes aux besoins des dirigeants de la commune. Alain SAINT-DENIS, *Apogée d'une cité. Laon et le Laonnois aux XII^e et XIII^e siècles*, Nancy 1994, p. 134-142.

¹⁰ Guibert de Nogent, *Autobiographie*, éd. par Edmond-René LABANDE, Paris 1981 (*Les classiques de l'histoire de France au Moyen Âge*).

¹¹ Dominique BARTHÉLEMY, *Lectures de Guibert de Nogent, Autobiographie*, III-1-11, dans: *Les origines des libertés urbaines* (voir n. 7), p. 175-192.

¹² L'emploi constant du mot *servus* abusivement traduit par serf, ne renvoie pas à un statut juridique précis. Il s'agit plutôt d'un équivalent de *serviens* («celui qui est au service de»), cf. SAINT-DENIS, *Apogée d'une cité* (voir n. 9), p. 87.

2. Un milieu en effervescence

Croissance

Comme l'a souligné Jean Schneider¹³, il convient d'abord de revenir sur l'exceptionnelle croissance économique qui transforme l'ensemble de la région concernée. Partout, à Beauvais, Amiens, Soissons ou Laon, se dessinent les traits d'une économie nouvelle marquée par le développement de la production rurale et par l'intensification des échanges. Les villes jouent un rôle clé dans la redistribution des produits. Guibert en montre les divers aspects, insistant sur les installations de stockage, et sur l'abondance des espèces monétaires et des métaux précieux¹⁴. La diversification des activités, l'apparition d'un solide artisanat urbain, la mobilité des biens fonciers et l'usage de monnaies de qualité sont des indices révélateurs du développement de l'économie de marché¹⁵.

La circulation des produits agricoles et de l'argent se traduit par l'enrichissement rapide et important des hommes impliqués dans l'organisation de la production, les tâches d'approvisionnement et les circuits de l'économie locale. Les détenteurs du pouvoir sont contraints de tenir compte de l'émergence de ce groupe de citoyens prospères dont ils utilisent les compétences et prélèvent de gré ou de force une part des richesses, provoquant des tensions plus ou moins bien maîtrisées par les pouvoirs laïcs et ecclésiastiques.

Pouvoirs

La plupart des villes atteintes par les débuts du mouvement communal dans la province de Reims sont le siège d'évêchés royaux. Les évêques ont eu l'occasion durant la longue période de repli du pouvoir royal carolingien (X^e siècle) de s'emparer d'éléments plus ou moins complets du *comitatus*. C'est le cas à Beauvais où le prélat – *defensor civitatis* – doté de larges prérogatives temporelles, est en position de force. Il est l'unique autorité de la cité

¹³ SCHNEIDER, Libertés, franchises, communes (voir n. 7), première partie: Le contexte de l'essor urbain au Haut Moyen Âge, p. 8–11. Fernand VERCAUTEREN, Étude sur les *civitates* de Belgique seconde, contribution à l'histoire urbaine du nord de la France, de la fin du III^e à la fin du XI^e siècle, Bruxelles 1934: sur Soissons, p. 129, Noyon, Cambrai, p. 225, Beauvais, p. 284, Amiens, p. 310. Pour Laon, voir SAINT-DENIS, Apogée d'une cité (voir n. 9), p. 63–76, 87–90.

¹⁴ Guibert de Nogent, Autobiographie (voir n. 10), p. 332, 368.

¹⁵ Guibert de Nogent insiste à de multiples reprises sur ce dernier aspect, détaillant les effets désastreux des remuements monétaires pratiqués en 1111 par l'évêque Gaudry: *nulla hostilitas, nullae praedae, nulla incendia hanc pejus laesere provinciam* (ibid., p. 324–326).

et d'une partie du plat pays¹⁶. À Noyon, en l'absence d'un comte, l'évêque profite de la faiblesse du pouvoir royal et affirme son émancipation définitive au début du XI^e siècle¹⁷ : sa suprématie est limitée sur les campagnes mais elle s'exerce sur la ville où l'on trouve la plupart des composantes du pouvoir civil¹⁸. Malgré quelques empiètements, il est le juge suprême, détient l'atelier monétaire, prélève un chef cens sur les citadins et contrôle le marché. Face au comte, la position des prélats soissonnais et amiénois semble tout aussi favorable¹⁹, ils disposent tous deux d'importantes prérogatives et d'une clientèle étendue tandis qu'à Laon, dernière résidence des rois carolingiens, le pouvoir reste partagé. Le roi conserve une résidence, des domaines, des prérogatives fiscales d'un gros rapport et un important groupe de fidèles. L'évêque ne possède en ville que sa maison fortifiée, des cens et droits de justice dans le quartier voisin, mais bénéficie d'une solide implantation dans le Laonnois. Il possède des châteaux, les droits comtaux sur un riche domaine et perçoit le chef cens sur la population tenue dans une étroite dépendance. Cette position favorise les liens privilégiés qu'il entretient avec l'aristocratie régionale²⁰.

¹⁶ Olivier GUYOTJEANNIN, *Episcopus et comes. Affirmation et déclin de la seigneurie épiscopale au nord du royaume de France. Beauvais – Noyon, X^e–début XIII^e siècle*, Genève 1987, p. 19. La fin du X^e siècle est marquée par une âpre rivalité entre les évêques et les comtes, mais avec une progression constante des pouvoirs du prélat. Le serment de paix de Garin de Beauvais en 1023 est marqué par la volonté de protéger une puissante seigneurie épiscopale, agrémentée «d'une gamme variée de droits de la puissance publique qui le rendent pleinement comte quand le laïc et ses représentants sont éclipsés... le *comitatus* passe en partie dans l'*episcopatus*». Voir aussi p. 234: «l'évêque bénéficie de la cession formelle d'une partie du *comitatus* et reste, après disparition progressive du comte la seule autorité de la cité et d'une partie du plat-pays...».

¹⁷ *Ibid.*, p. 31.

¹⁸ *Ibid.*, p. 234: «À Noyon, ... l'évêque demeure seigneur unique de la cité après la destruction d'une tour royale pour ainsi dire anachronique...; mais le Noyonnais, enserré par des seigneuries puissantes, ne voit pas se développer de grande seigneurie épiscopale».

¹⁹ *Ibid.*, p. 54. L'évêque d'Amiens bénéficie d'un rapport de forces très favorable. Il perçoit un chef cens sur la population; le vidame, le comte et le châtelain lui prêtent hommage. À Soissons, la juridiction épiscopale est limitée au franc quartier situé au sud-ouest de la cité, mais le prélat est puissant sur le plat pays et sa suprématie n'est guère contestée au milieu du XII^e siècle.

²⁰ SAINT-DENIS, *Apogée d'une cité* (voir n. 9), p. 79–81. L'évêque possède les châteaux de La Fère, Pierrepont et Anizy, il détient en co-seigneurie avec le roi et Clarembaud du Marché la ville de Bruyères et tous les villages voisins, il tient du roi le contrôle des marchés et le monnayage et partage avec lui les tonlieux.

Régulation et troubles

Partout, les évêques, garants de l'ordre public ont imposé au cours du X^e siècle des institutions de paix. Tels Adalbéron de Laon (1023–1031)²¹ ou Garin de Beauvais (1033)²². Cette tradition s'est maintenue bien vivante tout au long du XI^e siècle puisqu'en 1093, le concile de Soissons recommande la mise en place d'associations diocésaines de paix²³. Celles-ci sont solidement organisées. Un serment collectif doit garantir la stabilité dans le respect de la législation de paix. Amiens reçoit ainsi une loi de Paix mettant fin aux abus de pouvoir des vicomtes dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires. Celle-ci a été promulguée en grande solennité en la cathédrale Notre-Dame par les comtes Guy et Yves entre 1091 et 1095²⁴. Ils évoquent la nécessité de soulager les »pauvres de Dieu«, leurs frères (*confratres*), de l'oppression exercée sur eux, révélant les vives tensions qui troublent la vie urbaine.

Des situations identiques existent ailleurs, où la confusion née de l'enchevêtrement de droits seigneuriaux mal définis et sans cesse sujets à contestation s'ajoute aux troubles suscités par les chefs des familles les plus influentes, désireux de mettre la main sur les évêchés et les abbayes. À Soissons, la conduite scandaleuse de Jean I^{er} (mort avant 1116) avait affaibli le pouvoir comtal dont les prérogatives sont demeurées très imprécises au point de provoquer des abus mal supportés par la population²⁵, tandis que les habitants de Beauvais durent subir les conflits provoqués par la personnalité incommode de l'évêque Foulques (1089–1095)²⁶. Plus grave encore, l'assassinat du châtelain Gérard de Quierzy encouragé par l'évêque Gaudry en 1111²⁷, installe un climat de guerre civile à Laon où, depuis la mainmise du sire de Boves

²¹ Gélasien convaincu, Adalbéron de Laon promulgue entre 1023 et 1031 un décret exigeant la trêve des armes durant des périodes précises et menaçant les contrevenants de dures peines ecclésiastiques, cf. SAINT-DENIS, *Apogée d'une cité* (voir n. 9), p. 55–56.

²² GUYOTJEANNIN, *Episcopus et comes* (voir n. 16), p. 19.

²³ VERMEESCH, *Essai* (voir n. 6), p. 47.

²⁴ Cette loi de Paix succède à une convention passée entre 1021 et 1030 entre les dirigeants de la cité et ceux du monastère de Corbie. Pierre DESPORTES, *Les origines de la commune d'Amiens*, dans: Élisabeth MAGNOU-NORTIER (dir.), *Pouvoirs et libertés au temps des premiers Capétiens*, La Villegle 1992, p. 247–265.

²⁵ BOURGIN, *La commune de Soissons* (voir n. 2), p. 88.

²⁶ GUYOTJEANNIN, *Episcopus et comes* (voir n. 16), p. 73. Membre d'un puissant lignage local, l'évêque dont le père a usurpé une partie des biens épiscopaux, tente d'étendre son pouvoir sur la cité et le pays environnant suscitant la résistance de certains laïcs et du chapitre cathédral.

²⁷ Guibert en fait le point de départ des dérèglements qui ont conduit à la commune puis à la révolte des citadins: il établit un parallèle entre la conjuration des assassins de Gérard et la conjuration des »communiers«, Guibert de Nogent, *Autobiographie* (voir n. 10), p. 302, 332.

sur le siège épiscopal, les clans s'affrontent ouvertement²⁸. La confusion atteint en effet son comble quand le jeu des rivalités entre familles de l'aristocratie régionale interfère avec les tensions propres au milieu urbain²⁹.

S'ajoutent à ces querelles pour la possession du pouvoir les excès de certains membres du haut clergé dénoncés comme simoniaques ou usurpateurs, tels les abbés successifs de Saint-Médard de Soissons. Renaud, excommunié à plusieurs reprises, avait acheté son élection au roi Henri I^{er}. Avec son successeur Pons, il ruina totalement l'abbaye qui, au début du XII^e siècle, dut être profondément réformée³⁰. À ces désordres s'ajoutèrent, dans les campagnes voisines, quelques manifestations hérétiques contre lesquelles une lutte énergique fut engagée³¹.

Enfin, l'enrichissement de certains excite la convoitise des seigneurs souvent à court de liquidités. L'auteur de la »Continuatio des Gesta Gerardi de Cambrai« et Guibert de Nogent dénoncent, l'un, les chevaliers enflammés de convoitise par les richesses des orgueilleux *cives*, et l'autre, les citadins fortunés qui se donnent des allures de pauvres pour ne pas attirer l'attention des puissants³². Partout on se plaint des exactions de châtelains, des prélèvements arbitraires, voire du brigandage de chevaliers et d'agents seigneuriaux pour qui la rapine est le moyen d'enrichissement le plus commode. À Laon, certains des habitants les mieux en vue n'hésitent pas à se livrer au marché noir pour éviter les taxes, ou au rapt à l'encontre des ruraux qui fréquentent le marché³³.

Restent les cas de Beauvais ou Noyon, réputées plus calmes³⁴. Quelques indices montrent bien, cependant, que si la mise en place de nouvelles institutions n'est pas liée à une crise dramatique, elle succède à des troubles diffus et ne rétablit pas le calme. À Beauvais, la conjuration communale a été reconnue avant 1099 par l'évêque Ansel (1096–1100). Il est difficile de se prononcer sur

²⁸ Ibid., p. 308: *Cum domini in burgenses, burgenses in dominos mutuis irrationibus moverentur, cum abbatiani in episcopos, episcopani in abbatianos indebito hoste defurerent*; SAINT-DENIS, Apogée d'une cité (voir n. 9), p. 96–97.

²⁹ Guibert de Nogent, Autobiographie (voir n. 10), p. 308: *cum forastica bella inter civitatem hanc translata sunt et civilia inter nos agitari coeperunt odia*.

³⁰ Denis DEFENTE (dir.), Saint-Médard. Trésors d'une abbaye royale, Paris 1996, p. 145. Renaud, abbé de 1047 à 1049, excommunié et déposé, suivi de Gérard, 1057–1059, Renaud à nouveau de 1063 à 1076, puis Pons 1077–1077.

³¹ BOURGIN, La commune de Soissons (voir n. 2), p. 88.

³² Continuatio, Gesta Gerardi II, c. 11, MGH SS, VII, p. 498: *Sed suis fortasse peccatis exigentibus, inscio presule, sublato rei auctore, a militibus pecuniam civium superbiorum, rapere desiderantibus in suis domibus subito invaduntur, et ut quicquid obviis fuit inimico inimicus, aut vulneratur aut interficitur*. VERMEESCH, Essai (voir n. 6), p. 94; Guibert de Nogent, Autobiographie (voir n. 10), III, p. 366: *cives plane cum essent opulentes, habitu se pauperes ostendebant oculos enim procerum adversum se irritare noleant*.

³³ Guibert de Nogent dans le livre trois de l'Autobiographie multiplie les exemples de ces désordres, *ibid.*, p. 318.

³⁴ On a longtemps proposé ces deux villes comme modèles d'une institution pacifique de la commune.

les circonstances de cet accord, mais il révèle la puissance inéluctable d'un groupe de citoyens organisés et sachant user de la rébellion car Yves de Chartres, sollicité à cette date pour arbitrer un conflit entre le chapitre cathédral et les bourgeois, évoque une *turbulenta conjuratio*³⁵.

Les Noyonnais n'étaient pas moins agités au moment où l'évêque Baudry concéda la commune. Abel Lefranc, sans y insister, a signalé l'existence d'une lettre adressée par le doyen du chapitre de cette ville à l'évêque d'Arras dans laquelle il fait allusion en termes emphatiques aux troubles sévères qui ont précédé l'élection du prélat. Il y est question d'une «église ballottée par de multiples naufrages et étouffée par les ouragans nombreux des persécutions»³⁶.

Partout, le milieu pré-communal se caractérise par son instabilité. Il apparaît tiraillé par des intérêts contradictoires et travaillé par les effets mal maîtrisés d'une croissance économique rapide. C'est dans ce contexte de fortes tensions politiques et sociales qu'apparaissent les communes.

3. De la conjuration à la commune: négociation où révolte?

Les modalités très diverses selon lesquelles les communes ont été mises en place n'empêchent pas de mettre en évidence quelques traits communs et, dans chaque cas, il apparaît possible d'identifier les initiateurs et de comprendre leurs objectifs.

Conjuratio

Partout, la conjuration communale a précédé la reconnaissance officielle par les autorités. Il s'agit d'initiatives prises par des laïcs, dans un milieu proche des pouvoirs en place, en réponse à l'inefficacité des institutions de paix. Comme l'a bien montré Pierre Desportes à Amiens³⁷, un groupe influent et avisé a su reprendre les pratiques anciennes et habituelles d'une association diocésaine et transformer cette «union sacrée» encadrée par l'Église en une faction. Le lien entre les participants était un serment d'entraide mutuel visant à maintenir un climat de paix favorable aux activités urbaines. Ce groupe de conjurés a obtenu l'assentiment de l'évêque et sa reconnaissance sous forme

³⁵ VERMEESCH, Essai (voir n. 6), p. 103–105.

³⁶ Étienne BALUZE, *Miscellanea*, Paris, 1674–1715, t. V, p. 309, *Noverit, Domine, paternitas tua Ecclesiam nostram pastoris nostri defuncti vidualem solamine, multis in momento jactam naufragiis, multis etiam persecutionum oppressam turbinibus, vix ad salutare portum reductam consolationis*; VERMEESCH, Essai (voir n. 6), p. 106.

³⁷ DESPORTES, *Les origines de la commune d'Amiens* (voir n. 24), p. 247.

de commune en 1113³⁸, suscitant l'indignation de Guibert: »la justice divine permit que la calamité se déployât vers le diocèse d'Amiens...«³⁹. Ce cas bien documenté reflète à grands traits ce qui s'est produit dans d'autres villes.

Les conjurés de Saint-Quentin exercèrent une pression suffisante pour obtenir l'appui du comte Herbert de Vermandois (1081) et ceux de Beauvais s'organisèrent en une force capable d'exiger de l'évêque Ansel l'institution d'une commune et la promesse d'observer les coutumes de la ville⁴⁰. Les bourgeois de Noyon tirèrent le même avantage de leur union jurée (1108–1109). La commune obtenue de leur évêque Baudry a fait l'objet d'un acte solennel dont on connaît l'intégralité du texte. Elle se situe dans la ligne directe des communes diocésaines⁴¹. Le prélat l'a instituée en vertu de l'autorité pontificale, sur le conseil des clercs, des chevaliers et des bourgeois, la confirme par serment sous le lien de l'anathème, interdisant d'y porter atteinte ou de la détruire, et promettant d'obtenir la concession par le roi. Tout violateur s'expose à la sanction d'excommunication. Malgré le rôle de premier plan que s'attribue Baudry, on ne saurait négliger l'action de la conjuration dans ce processus: l'évêque lui-même y fait allusion, qui souligne que la commune a été mise en place par ses soins et jurée par un groupe important de citoyens *per me factam et a multis juratam*. La concession royale fut accordée et renouvelée régulièrement⁴².

À Laon, devant la pression exercée par les citoyens, contrariés dans leurs activités par une insécurité grandissante, quelques *procures* ont compris, dans le

³⁸ Le roi, séduit financièrement, selon Guibert, accorde son soutien au *cives Ambianenses*, cf. Guibert de Nogent, Autobiographie (voir n. 10), p. 401.

³⁹ Ibid.: *in Ambianensem, Deo iudice, est translata calamitas*.

⁴⁰ On apprend, en effet, l'existence de cette commune dans une lettre de Yves de Chartres. Les chanoines de la cathédrale lui ayant demandé d'arbitrer un conflit qu'ils avaient avec les citoyens au sujet de la construction d'un pont, il donne ses conseils à l'évêque et fait état de la décision de ce dernier d'observer les coutumes de la cité et (de soutenir) la turbulente conjuration de la commune qui a été instituée: *Oppositio vero annuae possessionis secundum consuetudinem suae civitatis, sive obligatio episcopi que se promisit observaturum consuetudines ejusdem civitatis, sive turbulenta conjuratio factae communionis...*

⁴¹ Comme le souligne Albert Vermeesch, c'est l'évêque lui-même qui l'institue de par l'autorité pontificale, elle est sanctionnée par l'anathème et sa violation entraîne l'excommunication du coupable, cf. LEFRANC, Histoire de la ville de Noyon (voir n. 2), p. 184–185 et preuve n° 5: *Sciant igitur omnes Christiani presentes et futuri, communionem in Noviomio constitutam, consilio clericorum ac militum necnon et burgensium, me fecisse, et sacramento, pontificali auctoritate, atque anathematis vinculo confirmasse, et a domno Ludovico rege, ut ipsam concederet et regali signo corroboraret, impetrasse. Quam per me factam et a multis juratam et, ut predictum est, a rege concessam, ne aliquis destruere vel corrumpere presumat, ex Dei et mea parte commoneo; et pontificali auctoritate prohibeo. Quicumque transgressor legis eam violaverit, excommunicationi subiaceat; qui autem bene servaverit, cum habitantibus in domo domini sine fine maneat.*

⁴² Celle-ci a été rappelée par Louis VII le 23 septembre 1135 par une lettre adressée au maire et à la commune, cf. ibid., p. 57 et preuve n° 8, p. 189.

courant de l'année 1111, tous les avantages qu'ils pourraient tirer de la conclusion d'un pacte communal en l'absence de l'évêque et du roi, les deux co-seigneurs de la cité⁴³. La surenchère pratiquée à l'occasion des négociations préalables a suscité l'adjonction de franchises importantes (abonnement du chef-cens et exemption des exactions)⁴⁴. Les grands, en reconnaissant le bien-fondé du serment collectif d'entraide, ne prirent pas de grands risques. En revanche, l'octroi de franchises porta gravement atteinte aux revenus des deux principaux seigneurs, provoqua leur revirement et l'insurrection du jeudi 25 avril 1112.

La reconnaissance de la conjuration de Valenciennes témoigne aussi d'un contexte tendu, peu favorable au pouvoir seigneurial⁴⁵. Profitant des embarras financiers du jeune comte de Hainaut, les citadins, familiers des associations d'aide mutuelle⁴⁶ et déjà unis par un serment collectif, ont réussi, moyennant le rachat des revenus comtaux, à faire reconnaître leur juridiction réprimant les infractions de la paix, et à faire porter par écrit les coutumes de la ville. Un long contrat dont la teneur a été soigneusement négociée est venu rétablir une paix précaire; il représente la prise en mains par les conjurés de la sécurité interne et externe de la ville.

Dans tous les cas, l'antériorité des conjurations paraît établie. Les seigneurs ont été contraints de prendre en compte le poids d'un groupe influent, bien organisé, capable de se mobiliser pour atteindre des objectifs précis et habile à utiliser les cadres institutionnels en place, à en infléchir la signification pour les mettre à son service. Les bourgeois, quant à eux, ont su saisir des conditions favorables. Mais nulle part n'apparaissent de tentatives insurrectionnelles visant à renverser les pouvoirs en place ou à éradiquer »l'ordre seigneurial«. En revanche, la commune, à la suite de la conjuration, devait avoir pour première utilité de calmer des tensions, de garantir la paix en imposant sous serment un code d'entraide entre les citadins, de protéger le marché et de limiter les désordres provoqués par le brigandage et les prélèvements seigneuriaux arbitraires.

⁴³ Guibert de Nogent, Autobiographie (voir n. 10), p. 320: *Quod considerantes clerum cum archidiaconis ac proceres, et causas exigendi a populo pecunias aucupantes, dant eis per internuncios optionem, ut, si pretia digna impenderent, communis faciendae licentiam haberent.*

⁴⁴ SAINT-DENIS, Apogée d'une cité (voir n. 9), p. 98.

⁴⁵ VERMEESCH, Essai (voir n. 6), p. 116; GODDING, PYCKE, La paix de Valenciennes (voir n. 2), p. 92: *Videns villam bonam... quasi nulli legi scriptae subiacere et solis consuetudinibus niti minimaque pace gaudere...*

⁴⁶ Ibid., p. 94: les auteurs soulignent l'existence dans la ville d'une Charité régissant la Confrérie des marchands de drap depuis le dernier tiers du XI^e siècle. Hormis l'aide mutuelle cette association prenait en charge l'organisation des funérailles et des banquets communs.

De la négociation à l'émeute

La violence n'a surgi que dans trois types de circonstances. La plus grave fut la violation de la parole donnée par le seigneur comme à Cambrai et à Laon où Gaudry, après avoir exaspéré les citadins par des taxes exceptionnelles, des dévaluations monétaires et des dénis de justice ruinant certaines familles *usque ad extremum substantia*⁴⁷, en vint à briser la commune⁴⁸. En second lieu, l'agent déclencheur d'une guerre a pu être une tierce partie, comme à Amiens où l'accord entre l'évêque et les *cives Ambianenses* fut combattu par le comte Enguerrand de Boves⁴⁹. Enfin, les bourgeois conjurés n'ont pas hésité à susciter la révolte quand leurs revendications n'étaient pas satisfaites. Ce fut le cas à Soissons où un certain Simon a mené l'émeute pour protester contre le sort fait par les seigneurs aux dépendants se mariant en ville⁵⁰.

Ces événements suivant l'instauration des communes, ont mêlé aux conflits une large partie de la population urbaine. Mais derrière la «multitude» stigmatisée par Guibert de Nogent, se cache le groupe très actif des meneurs qui sont les véritables «communiers».

4. Qui étaient donc conjurés et «communiers»?

L'insurrection puis le meurtre de l'évêque Gaudry de Laon soulevèrent l'indignation et dès les origines, ils furent attribués au *populus*. La traduction sans nuance de ce terme a conduit à considérer que la révolte était le fait du «peuple». C'est-à-dire de la population de la ville dans son ensemble. Il est troublant que la seule représentation connue de ce meurtre dans une lettrine de la fin du XIII^e siècle nous montre l'évêque terrassé par un homme portant haubert et biau et brandissant une grande épée de chevalier... Deux visions *a posteriori* bien différentes d'un même événement.

⁴⁷ Guibert de Nogent, Autobiographie (voir n. 10), p. 324.

⁴⁸ SAINT-DENIS, Apogée d'une cité (voir n. 9), p. 99-100.

⁴⁹ DESPORTES, Les origines de la commune d'Amiens (voir n. 24), p. 258: «Le comte Enguerrand directement menacé dans ses intérêts n'était pas homme à s'incliner. Il ne se contenta pas de refuser de reconnaître la commune qui venait d'être formée; il recourut aux armes contre ses adhérents». Il put rallier à sa cause le châtelain Adam et la plupart des *militēs Ambianenses*.

⁵⁰ BOURGIN, La commune de Soissons (voir n. 2), p. 68.

De interfectione Gualdrici episcopi. Le meurtre de l'évêque Gaudry (jeudi 25 avril 1112) Hermann de Tournai, De miraculis beate Marie Laudunensis, Bibliothèque nationale de France, manuscrit latin n° 12593—fin du XIII^e siècle (cliché B.N.F.)

Les connaissances aujourd'hui partiellement renouvelées sur le milieu urbain de la fin du XI^e siècle permettent de concevoir avec plus de clarté la composition de la société pré-communale et de comprendre un peu mieux quels furent les vrais bénéficiaires de ce mouvement d'émancipation.

Une »multitude de serfs« ?

L'un des écueils rencontrés dans le passé par les historiens qui se sont intéressés au mouvement communal était leur conception bipolaire de ce monde marqué par les violents antagonismes entre une population servile et des maîtres tout-puissants. Cette interprétation dualiste mettait en avant le caractère intangible de statuts juridiques rigides, opposant liberté et servitude.

La réalité apparaît bien différente. Certes, les villes étaient peuplées d'une majorité de *capite censi*, hommes de chef-cens liés aux seigneurs dominants, et trop vite assimilés à des serfs opprimés. À Beauvais, Noyon et Amiens, par exemple, la majorité des hommes payaient le chef cens à l'évêque⁵¹, mais à

⁵¹ VERCAUTEREN, Étude sur les *civitates* de Belgique seconde (voir n. 13), p. 434–435. Jean MASSIET DU BIEST, Le chef-cens et la demi-liberté dans les villes du nord, dans: *Revue Historique de droit français et étranger*, 1927, p. 467–714; DESPORTES, Les origines de la commune d'Amiens (voir n. 24), p. 248; SCHNEIDER, Les origines des chartes de franchise (voir n. 7), p. 39–40; LEFRANC, Histoire de la ville de Noyon (voir n. 2), p. 28; LABANDE, Histoire de Beauvais (voir n. 2), p. 50.

Laon ils le devaient, entre autres, à l'évêque, au roi, à Clarembaud du Marché, ou à l'abbé de Saint-Vincent⁵². Chaque grand seigneur avait son groupe de dépendants protégés. Guibert distingue, par exemple, les *homines regis*, *homines Sancti Johannis*, *homines Sancti Vincentii*, ou *abbatiani* et les *homines episcopi* ou *episcopani*⁵³. On sait que le paiement d'un chef cens n'implique nullement une dépendance lourde accompagnée d'incapacités. Tous les *capite censi* n'étaient pas logés à la même enseigne et derrière ce terme se cachent des réalités fort diverses. L'échelle des contraintes était, en effet, très variable et donna naissance à des conditions individuelles diversifiées.

Un recoupement entre le témoignage de l'abbé de Nogent et les quelques chartes conservées permet de distinguer à Laon, mieux qu'ailleurs, les différents groupes constituant la société urbaine laïque.

Des plus modestes dépendants...

Les plus modestes des habitants étaient les *servi*, *ancillae*, *famuli*, *parasiti* et *clientuli* qui formaient le petit peuple de serviteurs des *proceres* et du clergé⁵⁴. Ils étaient voués au service de l'hôtel, à l'entretien des bâtiments ou à la culture des jardins, vignes et vergers entourant les demeures aristocratiques et la cité. La modestie de leurs ressources leur imposait un régime de dépendance étroite: ils étaient la propriété de leur maître. Ce dernier pouvait les loger chez lui ou leur attribuer de petites maisons entourant la sienne. Ils ne pouvaient porter les armes ni entrer dans le clergé. Leur mariage et leurs déplacements étaient soumis à autorisation.

Le groupe le plus nombreux des *capite censi* était constitué de paysans, vignerons, artisans et petits commerçants qui alimentaient le marché. Leurs ressources leur garantissaient un assujettissement limité. Liés à un protecteur, ils lui devaient fidélité, le cheutage et le *servitium*, ensemble d'obligations compensant la protection reçue. Organisés en milices, ces chefs de famille pouvaient prendre les armes en cas de besoin, participant aux expéditions militaires menées par l'évêque, le châtelain royal ou le prévôt⁵⁵. Leur sort était

⁵² SAINT-DENIS, Apogée d'une cité (voir n. 9), p. 87.

⁵³ Guibert de Nogent, Autobiographie (voir n. 10), p. 308.

⁵⁴ Ibid., p. 305 (*famuli*), 340 (*mancipia*), 352 (*parasitus*), 370 (*servi Guinemari et Raineri*); A.D. Aisne, G 1850, fol. 252v: *familiae ecclesiarum et procerum*.

⁵⁵ Les obligations des *capite censi* de l'évêque sont clairement définies dans un contrat du 7 février 1127. A.D. Marne H 584, n° 10, 18: *ut fidelitatem ei, tanquam proprii homines, jurent et censum capituli ac servicium in perpetuum reddant*. Ils sont astreints à la garde de la *domus episcopalis* en cas de besoin: *ex episcopalibus villis plurimo accito rusticorum agmine turres ecclesie munit* (Guibert de Nogent, Autobiographie [voir n. 10], p. 334).

comparable à celui des hôtes, attirés par l'octroi de franchises, pour accélérer la mise en valeur des terres⁵⁶.

... aux plus riches ministériaux

La forte densité de biens appartenant au fisc royal explique sans doute le nombre élevé des *homines de mansis mutabilibus*. Ces derniers bénéficiaient de coutumes, ou *institutiones*, qui leur garantissaient mobilité et abonnement des taxes de chef. Beaucoup se sont installés en ville, mettant à profit leurs relations dans le monde rural pour participer à l'approvisionnement du marché urbain. Ce statut favorable leur permit de construire d'enviables fortunes⁵⁷.

Restent les plus aisés et les plus influents des hommes de chef: les *officiales* et *ministeriales*. Ces serviteurs d'élite sont très présents dans le récit de Guibert qui s'attarde à les décrire dans leur milieu de vie et dans leurs fonctions⁵⁸. Ils étaient nombreux à Laon car la ville abritait un important groupe de *proceres* et formaient une hiérarchie diversifiée. Gardiens ou sergents, à l'échelon inférieur surveillaient les domaines. Plus aisés, les *exactores* dont le célèbre Theudegaud, meurtrier de Gaudry, avaient reçu délégation de percevoir les taxes⁵⁹. Plus en vue, les maires, *majores*, riches et expérimentés, administraient les domaines et servaient d'intermédiaires entre les maîtres et leurs hommes.

Au niveau le plus élevé, enfin, les intendants, *proditores* et *apparitores*, chargés de la tenue de l'hôtel et de la direction des serviteurs, disposaient d'importantes prérogatives. Guibert nous montre l'un d'eux, Évrard, l'intendant du vidame, qui portait les armes d'Adon et le servait à table, partageant ses repas et son intimité.

Malgré le peu de documentation subsistante, il apparaît que ces agents seigneuriaux de rang élevé étaient présents dans toutes les cités épiscopales touchées par le mouvement communal. Parmi les citadins d'Amiens du début du XII^e siècle formant l'élite dirigeante de la nouvelle commune, figurent, par exemple, un Mainier le Monétaire et un Milon le Tonloyer, souscripteurs réguliers des actes épiscopaux⁶⁰. Jean Massiet du Biest qui a repéré les origines des lignages patriciens d'Amiens, énumère des familles portant dès cette époque

⁵⁶ B.N.F. collection Picardie, vol. n° 233, fol. 270.

⁵⁷ Jean DUFOUR, Recueil des actes de Louis VI, roi de France (1108–1137), Paris 1992, n° 286, p. 124.

⁵⁸ BARTHÉLEMY, Lectures de Guibert de Nogent (voir n. 11), p. 183–184.

⁵⁹ Guibert de Nogent, Autobiographie (voir n. 10), p. 341, 367, 397.

⁶⁰ DESPORTES, Les origines de la commune d'Amiens (voir n. 24), p. 255.

les noms évocateurs de *buticularius*, *camerarius*, *monetarius*, *molendinarius*, *pincerna*, *prepositus*, et *telonearius*⁶¹.

Ces ministériaux disposaient, par délégation, d'une autorité qui leur donnait une part importante d'initiative. Chargés de l'approvisionnement de l'hôtel et de la gestion des *villae*, ils contrôlaient les dépendants les plus modestes. Cette situation leur a permis de tirer profit du développement des échanges sur le marché urbain. Ils se trouvèrent en situation de cumuler les fonctions. Ces hommes, n'était le lien de dépendance qui les mettait au service d'un plus puissant, étaient parvenus à des conditions de vie très proches de celles des *cives* libres, nombreux, eux aussi, dans l'entourage des grands.

Les cives

Ceux-ci sont présents de longue date dans toutes les cités⁶². Leur premier signe distinctif était la propriété foncière, sous forme d'un patrimoine composé d'alleux répartis entre le sol urbain et les villages des environs. Profitant des surplus de production de leurs domaines et de leurs liens privilégiés avec le monde rural, ils se livraient, entre autres, au commerce à grande échelle des produits agricoles. Cette activité, de caractère spéculatif, nécessitait des installations de stockage des produits. Certains avaient accès à l'entourage des *proceres* devenant leurs conseillers voire, comme le souligne Guibert, leurs *compadres*. Tous possédaient beaucoup d'argent et des biens de consommation en abondance⁶³.

Le type même de ces *cives opulenti* est Robert le Mangeur, *Manducator* ou *Manducans* – nom évocateur. Celui-ci fut tout à la fois propriétaire et homme d'affaires: *vir dives et probus*. Dans les premières années du XII^e siècle, il a vendu au chantré de Notre-Dame, Blihard, une maison qu'il possédait dans le grand cloître de la cathédrale⁶⁴. Influent, il figurait parmi les conseillers et amis intimes de Guillaume, un proche du châtelain de l'évêque et de Clarembaud du Marché, l'un des principaux seigneurs de la ville, homme du roi et co-seigneur avec lui de Bruyères-en-Laonnois.

Certains de ces hommes portaient le nom du quartier où ils résidaient et qu'ils dominaient de leur personnalité. On trouve, par exemple, à Amiens, à Beauvais et à Laon les familles De Claustro, De Mercato et De Foro⁶⁵. Her-

⁶¹ Jean MASSIET DU BIEST, Les origines de la population et du patriciat urbain à Amiens (1109–XIV^e siècle), dans: *Revue du Nord* 30 (1948), p. 113–132.

⁶² SCHNEIDER, Les origines des chartes de franchise (voir n. 7), p. 44.

⁶³ Guibert de Nogent, Autobiographie (voir n. 10), p. 368: *quid pecuniarum, quid vestium quid in omni specie victualium ibi sit repertum*.

⁶⁴ A.D. Aisne, cartulaire de la cathédrale Notre-Dame, G 1850, fol. 113v.

⁶⁵ LEFRANC, Histoire de la ville de Noyon (Voir n. 2), appendices. Une liste de témoins extraite d'une charte de 1123, cartulaire du chapitre cathédral de Noyon, fol. 78, cite *Odo de*

mann de Tournai, évoquant le départ d'un «voyage de reliques» organisé au lendemain de l'insurrection laonnoise pour collecter des fonds, énumère quelques-uns de ces *cives* liés au chapitre qui se virent accorder l'honneur de porter les châsses. Il les qualifie de *boni testimonii viri*, ce sont *Ricardus, Odo, Lambertus, Boso, Johannes Piot, et Theodoricus de Brueriis*. Les deux derniers étant les ascendants de familles célèbres au sein desquelles furent recrutés par la suite de nombreux magistrats urbains⁶⁶. De ces familles aisées de propriétaires fonciers possessionnés en ville et dans les villages environnants, sont issus certains des chevaliers qui ont en charge la garnison et vivent dans l'entourage des grands⁶⁷.

5. Les ambitions d'un petit groupe

Ce tableau de la population urbaine laïque reflète la diversité des statuts juridiques, des activités et des fortunes. Loin d'apparaître comme le cadre d'une simple opposition entre *servi* et *proceres*, elle montre une variété de situations personnelles à l'origine de tensions plus complexes. Cette diversité s'accompagne d'une mobilité sociale profitant à ceux qui se sont engagés dans une activité économique en pleine croissance. Cette dynamique, confrontée à la complexité du réseau des pouvoirs s'est trouvée entravée par un désordre endémique. Les citadins d'élite jugèrent insupportables l'arbitraire et l'instabilité imposés par les *proceres*.

Communauté d'intérêts et proximité des cercles du pouvoir ont permis le rapprochement des ministériaux et des *cives* les plus influents. Animant l'économie locale, maîtrisant la gestion des domaines, et connaissant bien la coutume, tous ces hommes, par delà leurs statuts, se sont associés par la conjuration, avec des objectifs communs qui ont pris la forme de la Commune. Celle-ci, négociée avec les autorités, est devenue l'instrument d'une reconnaissance de leur influence réelle et de leur ascension sociale. Ce sont eux les

Mercato; sur les familles *de Foro* et *de Claustro* à Laon, voir SAINT-DENIS, Apogée d'une cité (voir n. 9), p. 82, 482, entre autres.

⁶⁶ *Sex quoque laicos ex civibus eis addidimus, Ricardum videlicet, Iohannem Piot, Odonem, Lambertum, Bosonem, et Theodoricum de Brueriis. Hos itaque cum feretro Domine nostre, et aliis capsis reliquiarum transmisimus ad accipienda donaria fidelium*, B.M. Laon, ms 166 bis, fol. 6v.

⁶⁷ À Noyon, Olivier Guyotjeannin les a repérés autour de l'évêque: Radbod, *miles*, dipose en 1049 d'une maison neuve sur l'enceinte, son frère Enguerrand, son beau-frère Arnoul, Foulque, Gamelo et Nocher appartiennent au même groupe des *milites* (GUYOTJEANNIN, *Episcopus et comes* [voir n. 16], p. 209). À Laon, Guibert les montre dans l'entourage des *proceres* (Guibert de Nogent, *Autobiographie* [voir n. 10], p. 334).

acteurs principaux du mouvement et dans les cas de péril, ce petit groupe de conjurés a réussi à entraîner une large partie de la population pour s'attaquer à ceux qui portaient atteinte à la pérennité de la nouvelle institution⁶⁸.

La mise en place des communes n'est cependant que la première phase de leur ascension. Par delà les aléas, ces hommes tenaces ont obtenu, plus ou moins rapidement, la rédaction de chartes pérennisant les cadres de leur pouvoir. Ils sont parvenus à réguler leurs relations, à protéger les marchés, à assurer la protection et la transmission de leur patrimoine⁶⁹, à exercer une juridiction autonome et à se doter de milices.

Parfois, obtenant une grande autonomie, ils ont pu exercer une domination sans partage sur leur cité. Ce fut le cas à Amiens, ou à Saint-Quentin. L'article 26 de la charte de cette ville, montre à quel point leur pouvoir de type aristocratique s'est substitué à celui des anciens maîtres laïcs et ecclésiastiques⁷⁰:

Un chevalier peut résider toute l'année sur son domaine rural s'il lui plaît; mais si le risque de guerre grandissait, il conviendrait que chevaliers et gens des domaines rentrent en ville par droit égal. Si d'aventure un seigneur venait à porter atteinte à leur bien ou leur causait un tort par colère inconsidérée, la puissance de la commune en tirerait vengeance et abattrait les maisons des seigneurs si le maire en décidait.

Ailleurs, ils continuent de coexister avec les seigneurs dont les privilèges ont été maintenus, comme à Laon. Dans bien des cas, leur combativité s'est manifestée par des empiètements incessants pour accroître leurs privilèges ou leurs prérogatives juridictionnelles. Les succès ont été inégaux, beaucoup de tentatives ont avorté car, dès les années 1130, le clergé, comprenant la véritable nature des enjeux, et dénonçant la profanation du serment sacré de paix par un groupe de laïcs soucieux de leurs intérêts propres, est devenu un adversaire coriace⁷¹.

L'instauration des communes avalisa la naissance d'une nouvelle aristocratie plus spécifiquement urbaine dont les représentants, à la fin du XII^e siècle,

⁶⁸ BARTHÉLEMY, Lectures de Guibert de Nogent (voir n. 11), p. 185–186. Les armes utilisées par les révoltés de Laon sont énumérées par Guibert de Nogent, Autobiographie (voir n. 10), p. 336: *Cum ensibus, bipennibus, arcubus et securibus, clavas lanceasque ferentes, cum maximo agmine curiam pontificalem intravere burgenses*. Elles en disent long sur la composition du groupe des assaillants, la présence d'épées et d'armes coûteuses révèle la présence de meneurs fortunés.

⁶⁹ La charte de Laon octroyée en 1128 par Louis VII consacre 4 articles (19–22) aux questions de succession, dont un privilège majeur: l'abolition de la mainmorte et des retouches de la coutume concernant les modalités de transmission du patrimoine, des dons et des dots; cf. SAINT-DENIS, Apogée d'une cité (voir n. 9), p. 135, 141.

⁷⁰ Les établissements de Saint-Quentin, texte établi et traduit par Marguerite TRIOU, André TRIOU, dans: Les chartes et le mouvement communal, publ. par la Société Académique de Saint-Quentin, Saint-Quentin 1982, p. 3.

⁷¹ Pierre DESPORTES, Le mouvement communal dans la province de Reims, dans: Les chartes et le mouvement communal (voir n. 70), p. 105.

se trouvent à la tête d'importants groupes familiaux, vivent dans de vastes demeures de pierre, détiennent une partie du sol urbain qu'ils aménagent à leur gré et des domaines ruraux dont ils tirent d'imposants revenus. Ils sont présents à tous les niveaux de la vie politique, économique, sociale et religieuse. On trouve dans leurs rangs des magistrats urbains (jurés), des échevins – véritables experts en droit –, des chevaliers, des banquiers, changeurs et marchands, des investisseurs construisant immeubles, routes, ponts et quais⁷², et parmi leurs proches des curés de paroisses et des chanoines⁷³. Comment ne pas évoquer ici ce Gérard de Gonesse, descendant d'une famille d'hommes du roi⁷⁴ qui parvint à se distinguer par sa fortune et ses multiples talents? Ce notable de la fin du XII^e siècle appartenait aux groupe des *boni homines et cives Lauduni*. En reconnaissance du prêt d'une forte somme d'argent à l'Hôtel-Dieu, il obtint en 1193 la jouissance d'un vaste terrain en plein cœur de la cité. Il s'empressa d'y construire une dizaine de maisons qui lui rapportèrent de substantiels loyers. Gérard est alors un banquier prospère, prêteur sur gages, un propriétaire foncier qui lotit des parcelles de haut prix et entreprend la construction de coûteuses maisons de pierre. Homme d'affaires avisé, il met ses compétences au service de la commune dont il est le maire. Mais le titre dont il s'honore en premier lieu est celui de chevalier: n'est-il pas dans son rôle de guerrier à la milice communale⁷⁵?

Il incarne, par le cumul des compétences et des fonctions, la réussite des hommes qui menèrent le mouvement communal au sein d'une société ouverte, marquée par la mobilité. Ces »bourgeois« qui ont réussi à obtenir l'instauration d'une commune à l'issue de périodes d'instabilité et de dérèglement des rapports de pouvoirs, appartenaient à une catégorie étroitement liée à l'aristocratie féodale. Ils n'avaient rien de »révolutionnaires« et n'étaient guère désireux d'en finir avec l'»ordre seigneurial«. Leurs succès face aux grands et au clergé sont demeurés inégaux, mais dans quelques cas, à force de compétences, de persuasion, d'argent, et, parfois, de violence, ils ont réalisé leur ambition de se voir reconnaître des institutions et une juridiction adaptées à leurs besoins, le droit de se défendre eux-mêmes et la sécurité pour faire prospérer leurs affaires.

⁷² Alain SAINT-DENIS, L'apparition d'une identité urbaine dans les villes de commune de France du Nord aux XII^e et XIII^e s., dans: Marc BOONE (dir.), *Shaping Urban Identity in Late Medieval Europe: the Use of Space and Images*. Actes du colloque de la Société internationale d'histoire urbaine (Venise, septembre 1998), Gand 2000, p. 65–87.

⁷³ Pour de nombreux exemples de ces groupes familiaux de *cives*, cf. SAINT-DENIS, *Apogée d'une cité* (voir n. 9), p. 216–240.

⁷⁴ Bien connue à partir de 1128: A.D. Aisne, fonds de Saint-Martin, H 871–873.

⁷⁵ A.D. Aisne, fonds de l'Hôtel-Dieu de Laon, Cartulaire A2, n° 50, fol. 38v; *ibid.*, liasse B25, n° 16; B26, n° 1, 1193–1198.